

5^c Journal du Lot 5^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

| | | | |
|---|----------|--------|--------|
| Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne. | | | |
| | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| CAHORS ville..... | » | » | 8 fr. |
| LOT et Départements limitrophes..... | 3 fr. | 5 fr. | 9 fr. |
| Autres départements..... | 3 fr. 50 | 6 fr. | 11 fr. |

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS
A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef
L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES..... 50 —
Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

Guillaume, ému par les « épreuves de l'Humanité », augmente le nombre et la cruauté des assassinats. Rien de changé, dit l'amiral Lacaze. Simple bluff, avoue un journal Boche. Le monde tourne ses regards vers M. Wilson. — L'Allemagne est responsable, dit une feuille autrichienne. — L'appétit des pangermanistes. — La répugnante mentalité des Boches. — Sur les fronts.

L'Allemagne veut la paix. Il y a urgence pour elle à l'obtenir parce que le pays est à bout de résistance. Incapable d'arriver au résultat, par les armes, notre ennemie cherche la solution du conflit dans un coup de force désespéré. Les sous-marins ont reçu l'ordre de « bloquer » les côtes anglo-franco-italiennes et de couler, sans avertissement, tous les navires qui seront rencontrés.

C'est le seul moyen que Guillaume ait trouvé pour « rendre plus vite le bienfait de la paix à l'Humanité épuisée. » On pourrait objecter à ce tartuffe qu'il eût été plus simple de ne pas déclencher la guerre, ce qui était bien le meilleur moyen de supprimer les épreuves de l'Humanité, mais il sera beaucoup plus efficace d'avoir recours à des arguments d'une autre nature.

Berlin ne recule devant aucun crime, ses pirates ont l'ordre d'accomplir sans restriction leur œuvre de destruction. C'est une décision qui a pour but de frapper l'imagination des neutres et des Alliés. C'est un bluff qui prouve que si la façade allemande est encore puissante son organisme intérieur est rongé par l'usure. Les Germains ont l'espoir de démoraliser le monde, afin d'amener les nations à peser sur l'Entente pour l'obliger à accepter une paix prématurée.

Certes, il y aura une recrudescence d'assassinats, on n'en peut douter, mais il serait excessif de supposer que les Allemands auront le pouvoir d'isoler l'Angleterre, la France et l'Italie. Les Alliés surmonteront cette crise comme ils ont surmonté les précédentes, ils resteront maîtres de la mer, en dépit des pirates, tandis que le blocus allemand continuera à faire son œuvre.

Que les crimes soient plus nombreux au cours des jours qui vont suivre, la chose est certaine, les Allemands vont lancer le plus grand nombre possible de sous-marins dans les zones prohibées afin d'impressionner le monde ; mais ils n'ont pas une quantité suffisante de submersibles pour maintenir une surveillance étendue fixée. Les bandits torpilleront donc à outrance « jusqu'au moment, écrit le Journal, où la mer, que les pirates ne peuvent pas asservir, les aura suffisamment malmenés pour qu'ils soient obligés de se réfugier dans leurs ports. Et puis il y a les canons de nos destroyers, de nos patrouilleurs, de nos navires marchands — presque tous armés maintenant, de deux canons — avec lesquels il leur faudra compter. Nos ennemis n'ont pas le pouvoir de maîtriser les éléments ni de désarmer nos navires avec un chiffon de papier.

Et, au total, le ministre de la marine, l'amiral Lacaze, dans un admirable exposé, fait au Sénat, a affirmé que rien ne serait changé.

Depuis de longs mois les Alle-

mands essaient de bloquer les côtes des pays alliés. Hier, « en pleine mer, par des temps épouvantables, ils jetaient, dans de frêles embarcations, incapables de résister à la tourmente, des équipages entiers dont beaucoup ne sont jamais arrivés au port... »

Leur cruauté sera plus patente, aujourd'hui, mais le résultat ne sera pas sensiblement aggravé. L'amiral Lacaze l'a établi par des exemples impressionnants !

Or, en 1916, en dépit d'une surveillance de tous les instants, les sous-marins ennemis ont coulé 273.000 tonnes de marchandises sur 51 millions 700.000 arrivées dans les ports Français, soit moins d'UN DEMI POUR CENT. Comment auraient-ils la prétention d'arrêter totalement, aujourd'hui, le mouvement de nos ports ?

Et les Boches le savent bien, la Gazette populaire de Cologne l'avoue :

« Ne nous leurons pas. La guerre sous-marine à outrance rencontrera aujourd'hui de plus grandes difficultés, de plus grands obstacles que cela n'eût été le cas il y a deux ans. La surprise n'existe plus. Nos succès seront en conséquence plus difficiles et nous coûteront plus cher, car l'Angleterre n'est pas restée inactive pendant tout ce temps. »

Il est donc superflu d'insister sur le bluff Kolossal de Berlin. Pour que l'Allemagne se place ainsi hors la loi, il faut que sa situation soit désespérée. Elle joue sa dernière carte.

Cela n'empêche pas que M. Wilson se doit de faire le geste nécessaire pour empêcher une recrudescence inutile d'atrocités qui sont un défi aux Etats-Unis comme à l'Humanité.

Le monde tourne ses regards vers Washington... et attend !

M. Wilson est-il un homme ?

Une fois encore, le Chancelier allemand a l'audace de rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre. Bien qu'il soit inutile de répondre à une assertion sur laquelle l'univers est fixé, il est intéressant de signaler l'aveu d'un journal hongrois.

Le 14 janvier dernier, le Neossaya, organe officiel des socialistes hongrois, publiait les lignes suivantes sous le titre « qui a provoqué la guerre ? »

« Les gouvernements de l'Entente s'opposent au désir unanime de la paix. Il en résulte que, dès ce moment (souligné dans l'original), la responsabilité des ravages moraux, économiques et humanitaires qui vont suivre, incombe davantage à l'Entente qu'aux puissances centrales. Si les puissances centrales ont commencé, l'Entente continue la guerre. La responsabilité qui retombe sur elle n'est pas moindre que la responsabilité qui est à la charge des Etats qui ont commencé la guerre. »

C'est net, c'est précis, c'est catégorique. Or la censure autrichienne a sanctionné cet aveu par son visa. M. Bethmann-Hollweg osera-t-il protester contre le témoignage des Hongrois, ses alliés ?

L'Allemagne ne veut pas faire connaître à M. Wilson ses « buts de guerre ». Elle sait bien que le monde ne sanctionnerait pas les projets ambitieux qu'elle nourrit. Mais si Berlin se tait, les pangermanistes parlent et écrivent. Ils affirment tous la nécessité « d'élargir les frontières de l'Allemagne à l'est et à l'ouest... également du côté de la Belgique pour protéger le flanc de l'empire ». Le comte Westarp qui formule ainsi le minimum des revendications germaniques ajoute que l'Allemagne « ne pourra laisser échapper les côtes de Flandre qui lui seront précieuses dans une guerre future contre l'Angleterre... »

Déjà, les Boches songent à la prochaine guerre et il est des gens qui voudraient qu'on « dépose les armes avant d'avoir mis ces bandits dans l'impossibilité de recommencer ! »

Mais le comte Westarp est encore un modéré. Il y a mieux.

L'historien-professeur Brandenburg, disent les journaux suisses, a publié à Leipzig une brochure qui est vivement commentée et lue par la presse. Il y affirme la nécessité pour l'Allemagne de continuer son système d'alliance avec l'Autriche, la Bulgarie, et la Turquie, la nécessité d'agrandissements territoriaux, la nécessité de la liberté des mers. Gibraltar devra être restitué à l'Espagne, Chypre et le canal de Suez seront enlevés à l'Angleterre ! L'Irlande sera « libérée ». L'Allemagne obtiendra, sur la côte flamande et sur la côte canadienne, des points d'appui pour sa flotte. La Belgique restera allemande, et sa dynastie devra disparaître ! La restitution de la Pologne à la Russie est impossible après la proclamation des deux empereurs, La Courlande et la Lithuanie seront placées sous le protectorat allemand ! Brie et Longwy seront cédés à l'Allemagne pour des motifs militaires et industriels ! Belfort et le versant occidental des Vosges sont indispensables à l'Allemagne !

« Malheureusement, ajoute Brandenburg ces territoires ne sont pas encore en notre possession. Mais nous espérons qu'ils le seront sous peu. Pour la Belgique, la Lithuanie et la Courlande, on pourra peut-être trouver une formule qui évite l'annexion. Mais, politiquement, économiquement et militairement, ces trois pays devront dépendre directement du gouvernement allemand. »

Ce goître touton a un appétit solide. Les Alliés lui réservent quelques déceptions.

De ce qui précède, et étant donné que la censure allemande autorise ces élocubrations, on peut juger de la « modération » des buts de guerre du monde officiel !

On comprend que Berlin s'obstine à ne pas vouloir les faire connaître !

On sait que Guillaume avait eu l'audace de déclarer que les Roumains s'étaient jetés comme des bandits sur les puissances centrales.

L'Indépendance roumaine, journal officieux de Roumanie, riposte de la bonne manière à cette impudente accusation :

Puisqu'il s'agit d'actes de « banditisme », dit-elle, nous voudrions savoir si c'est le fait de bandits de déclarer pendant deux ans que l'on conservera sa liberté d'action afin de pouvoir se décider, le moment venu, pour la politique qui semblera le plus conforme aux intérêts vitaux du pays, ou bien si le banditisme ne consiste pas plutôt au milieu d'une atmosphère de paix générale et d'idéals humanitaires, à se préparer pendant quarante ans pour le moment qui semblera opportun pour se ruer sur des peuples qui ne demandaient qu'à vivre en paix et à faire reposer les rapports entre Etats sur toute autre chose que la force brutale ?

Faisons-nous preuve de cupidité parce que nous aspirons à notre unité nationale ? Alors, comment l'empereur Guillaume l'explique-t-il le fait que l'Allemagne nous ait offert à plusieurs reprises, pendant ces deux dernières années, la Bessarabie et la Bukovine ? Par conséquent, lorsqu'il s'agissait de nous agrandir territorialement aux dépens de la Russie, nous n'avions rien à nous reprocher, mais lorsqu'il s'agit d'annexer aux dépens de l'Autriche-Hongrie des pays de notre race, c'est de notre part un acte de basse cupidité, digne de toutes les flétrissures et de tous les châtements... »

De main de maître, le journaliste roumain foure le nez de Guillaume dans les ordures du Kaiser !

Ce petit incendie, mieux que de longues phrases, met à nu la répugnante mentalité des Boches... »

La presse suisse continue à nous fournir des renseignements sur les opérations qui se déroulent en Alsace. « Les duels d'artillerie, dit la Tribune de Genève, sont effroyables... »

Il ne semble pas, cependant, que l'infanterie soit sortie de ses tranchées et, sur tout le front anglo-français, les communiqués ne mentionnent que des rencontres de patrouilles.

Sur le théâtre oriental, le froid très rigoureux ralentit les opérations. Au nord, cependant, et dans le secteur roumain, les Russes notent des avantages appréciables.

A. C.

Sur le front belge

Canonade d'intensité variable sur tout le front belge, tant au cours de

la nuit que durant la journée du 3 février.

La plus grande crise nationale

De New-York : Le gouvernement américain se trouve en présence de la plus grande crise nationale qu'il ait eu à résoudre depuis le coulage de « Lusitania » et les paroles de M. Lansing : « nous sommes nous-mêmes au bord de la guerre », semblent amplement justifiées.

Telle est brièvement exprimée l'opinion à Washington où le monde commercial et maritime est extrêmement soucieux.

L'opinion britannique

Le « Morning Post » écrit :

« Le kaiser essaie de sauver son trône et sa dynastie. »

« Aussi, virtuellement, le chancelier de Bethmann-Hollweg déclare la guerre à toutes les nations maritimes neutres. »

« Cela n'effraie pas les marins britanniques, car jamais la guerre faite à notre commerce ne s'est montrée décisive. »

En ce qui concerne la menace de couler les navires-hôpitaux, le journal suggère que ceux qui traversent les zones dangereuses portent dorénavant des prisonniers allemands de marque.

La fièvre américaine

On mande de New-York au « Daily Chronicle » :

« L'agitation est à son comble aux Etats-Unis où se déchaîne une tempête de protestations égale à celle qui s'éleva lors de la destruction du « Lusitania ». Les pro-allemands sont ahuris. Partout, des groupes se forment pour discuter la situation dans laquelle se trouve l'Amérique. »

« A Washington, la situation est jugée si grave, que le silence absolu est imposé à tous les fonctionnaires. De là l'absence complète de commentaires ; même le bavard Bernstorff est rendu silencieux par la gravité de la situation. »

Graves paroles d'un journaliste germanophile

Le journal de M. Hearst, « The New-York American », à tendances germanophiles dit aujourd'hui :

Nous considérons comme un crime et une trahison de faire appel, dans les circonstances actuelles, à la colère du pays. Mais, s'il paraissait inévitable au président Wilson de tirer l'épée pour la défense de l'honneur national, — Dieu écarte de nous cette éventualité ! — nous serions tous de corps et d'âme avec lui.

Le cargo boche « Liebeneels » coulé

Le cargo allemand « Liebeneels », de la ligne Hansa, retenu ici depuis le début de la guerre, a commencé à couler ce matin. Le capitaine a refusé l'assistance des remorqueurs. On croit que le navire avait été saboté.

Un espion condamné à mort

Le troisième conseil de guerre de Paris a condamné à la peine de mort pour espionnage le nommé Sami Liebermann, 42 ans, chimiste, né à Tutova (Roumanie), reconnu coupable à l'unanimité d'avoir : 1. à Francfort, en 1916, entretenu des intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises ; 2. en 1916, de Paris, où il se trouvait alors, adressé plusieurs fois, à l'ennemi sympathique, aux nommés X... et Y... des informations d'ordre militaire et procuré de la sorte à l'ennemi des renseignements susceptibles de nuire aux opérations militaires.

La Suisse redoute la Disette

Le conseil fédéral, en raison de la situation devenue plus critique à la suite des nouvelles mesures apportées par les belligérants dans la guerre sous-marine, a pris toute une série de mesures tendant à la restric-

tion de l'emploi des denrées alimentaires et recommande à la population la plus stricte économie.

Le public est très ému de la situation créée pour la Suisse, étant donné que le port de Cette est bien insuffisant pour le ravitaillement de la Suisse en denrées qu'elle doit recevoir d'outre-mer.

Le « Journal de Genève » prévoit que les mesures du Conseil fédéral seront de deux natures : l'intensification de la production du sol et le rationnement des denrées de première nécessité.

Sur le front italien

Sur les pentes nord du mont Najo — torrent de Posina (Astico) — nos patrouilles ont attaqué et détruit un poste avancé ennemi. Nous avons fait onze prisonniers.

Dans la vallée de Sugana, l'artillerie ennemie a bombardé au moyen d'obus à gaz asphyxiants nos positions du mont Lèvre et Ospedaletto, ainsi que le bassin du Tessin sans causer aucun dommage.

Sur le front de Giulie, les actions de l'artillerie ont été moins intenses, mais nos patrouilles ont été actives, et l'une d'elles a lancé des bombes dans les lignes ennemies, où ces bombes ont provoqué l'explosion d'un petit dépôt de munitions.

Signé : CADORNA.

Sur le front de Riga

L'intérêt est de nouveau concentré sur le duel engagé entre les armées russes et allemandes sur le front de Riga, où les troupes du général Dimitrieff ont réussi à reconquérir les tranchées qu'elles avaient perdues au début de la semaine sur la grande route de Klemenc-Chlok. Ce succès de nos armes a, d'ailleurs, été passé sous silence par les Allemands.

Le roi de Roumanie de retour à Jassy

Le roi Ferdinand est rentré à Jassy venant du front. Il a visité le secteur de Kashin. Il a félicité les troupes pour leur admirable énergie depuis plusieurs mois contre les attaques ennemies. Le roi a décoré plusieurs drapeaux de régiments, des officiers et des soldats de la 18^e division. La reine a distribué des cadeaux aux plus vaillants.

Le blocus grec n'est pas encore levé

On annonce que la commission de ravitaillement, pour améliorer la qualité de pain livré au public, a obtenu de l'intendance militaire de fortes quantités de farine de blé, mélange d'orge. L'autorité a réquisitionné 500.000 coques de maïs qui se trouvaient dans les dépôts particuliers de Priccala. Désormais, c'est la préfecture de police qui se chargera de vendre des pommes de terre sur présentation de cartes de consommation délivrées par elle.

L'éclairage électrique d'Athènes et du Pirée est assuré par le bois provenant de Tatoi.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 2 février 1917

PRÉSIDENCE DE M. DESCHANEL

La Chambre vote le projet de loi ajournant la révision des listes électorales ainsi que les élections législatives, départementales, communales et consulaires.

Elle reprend la discussion du projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés.

Une motion tendant à dispenser de la visite les engagés spéciaux dont l'engagement a été réalisé pour inaptitude physique et une autre dispensant les hommes de plus de 40 ans, appartenant à des classes postérieures à 1895, sont votées.

Par 328 voix contre 133, la Chambre repousse un amendement tendant au maintien à leur poste d'engagé spécial de tous les hommes qui seront reconnus aptes au service auxiliaire.

M. Valières propose de dispenser de la visite les instituteurs publics en fonction.

Par 268 voix contre 167, l'amendement est repoussé, mais le général Lyauté promet de mettre en surcis d'appel les instituteurs versés dans le service auxiliaire.

L'article 5 est adopté.

CHRONIQUE LOCALE

LES TAXATIONS ET LES COOPÉRATIVES

Les unes après les autres, les denrées finiront-elles par être taxées ? Jusqu'à ce jour, quelques-unes ont échappé à la taxe, ce qui provoque des réclamations.

Aujourd'hui, il est question de taxer les beurres, les fromages ; mais il y a notamment le vin, le maïs qui ne sont pas taxés.

On ne comprend pas ces restrictions, si l'on songe en effet que le maïs par exemple est vendu à un bon prix pour les propriétaires qui, en revanche, donnent le blé à manger au bétail.

Pour le vin, il semble que les gros marchands ne sont pas près de s'incliner et ils sont puissants.

De l'avis de quiconque s'intéresse à la vie économique du pays, il aurait fallu qu'indistinctement toutes les denrées alimentaires fussent taxées et cela en même temps.

Au surplus, il aurait été également rationnel que les prix de l'intendance fussent en complet accord avec les prix du commerce.

On parle de la diminution du prix de la viande : les veaux, les veaux, les pores ne se vendent pas aussi cher aujourd'hui sur les foirails et l'on demande la révision de la taxe de boucherie et de charcuterie. Mais l'intendance paie toujours le même prix aux fournisseurs ; les propriétaires se gardent donc bien de vendre à d'autres leurs bestiaux.

A la vérité, ces expériences de taxation n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait, qu'on était en droit d'attendre. Car, s'il fut facile de fixer un prix maximum, il a été toujours difficile de surveiller, de pincer les accapareurs qui ont pour la taxe la plus profonde indifférence.

On le voit bien pour le lait, à Cahors : à part un petit groupe de laitiers consciencieux, la plupart des marchands continuent à vendre le lait 8 et 9 sous : encore s'il était exempt de tout mouillage !

Les procès correctionnels de ces jours-ci prouvent hélas ! le contraire.

C'est l'âge d'or pour les commerçants même taxés : voyez ce qui se passe pour le sucre : le sucre est taxé à 1 fr. 65 le kilo. Mais l'épicier ne donne pas le kilo : il concède une livre à raison de 0,85 centimes, ce qui met le prix du kilo en réalité à 1,70.

La carte de sucre va remédier à cet abus, qui malheureusement n'est pas particulier à cette seule denrée.

Il n'y avait qu'un remède efficace : c'était la coopérative ou le magasin communal.

Partout où ces organisations existent, on s'en trouve bien. Mais elles demandent un effort, un souci réels des intérêts généraux.

Il y avait, il y a encore dans notre région suffisamment de ressources pour obtenir de beaux résultats. Il fallait vouloir : mais ce n'était pas l'intérêt des gros commerçants... C'est si vrai, qu'actuellement, à Cahors, le prix de la viande n'est pas le même partout, et qu'il y a une différence considérable entre les prix faits par des bouchers pour concurrencer des collègues.

Il est donc certain que, même en vendant au-dessous de la taxe ces commerçants ne perdent rien, et cela prouve que les bestiaux ne sont pas à un prix aussi élevé qu'on veut bien le déclarer à ceux qui sont chargés de fixer la taxe.

Donc, magasins communaux, coopératives auraient bien des chances de réussir. Mais, nous le répétons, il s'agit de vouloir les organiser, et alors les taxes seraient inutiles, car elles ne sont pas établies à toutes les denrées et qu'au surplus, même établies, elles sont loin d'être scrupuleusement appliquées...

